01 / RESPONSABLE ET DONNÉES PERSONNELLES

Votre vie privée, en toute clarté.

Cette notice décrit le traitement des données des personnes qui visitent dolcesognocoredo.it, contactent Dolce Sogno ou séjournent dans l'établissement, conformément aux articles 13 et 14 du règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et au décret législatif italien 196/2003, tel que modifié.

Le responsable du traitement

NUOVA-NEUE SERPAN S.A.S.
DI BRENTARI SILVANO & C.
Affittacamere B&B Dolce Sogno - TVA n° 00693940223
Adresse de contact à l'établissement : Località Oseliera n. 11,
38010 Coredo, Predaia (TN), Italie.
Email : info@dolcesognocoredo.it
Courrier électronique certifié (PEC) : dolcesognocoredo@pec.it
Téléphone : +39 0463 536208

Les données traitées

Contacts et demandes : nom, coordonnées et contenu des échanges par email, téléphone ou WhatsApp. Le site propose des contacts directs et ne comporte ni formulaire de demande ni système de paiement en ligne.

Réservations et séjours : identité des clients et accompagnants, références du document d'identité, dates, services demandés et données nécessaires à la facturation et au paiement.

Navigation et autres données : adresse IP, navigateur, appareil, date, heure et ressources demandées ; éventuels besoins particuliers communiqués par le client et images des zones signalées comme étant sous vidéosurveillance.

L'origine des données

Les données sont fournies par la personne concernée ou, pour la réservation, par une personne agissant pour son compte, y compris un éventuel intermédiaire. Toute personne transmettant les données d'accompagnants doit leur rendre cette notice accessible. Communiquez uniquement les informations utiles : ne joignez pas de documents d'identité ou de données de santé à une simple demande de disponibilité.

02 / FINALITÉS, BASES JURIDIQUES ET DURÉES

Demandes et séjours

Nous traitons les données nécessaires pour répondre, organiser le séjour et respecter nos obligations. Chaque finalité ci-dessous précise sa base juridique et sa durée ou ses critères de conservation.

Informations et disponibilités

Nous utilisons les coordonnées et le message pour répondre et établir des devis. **Base juridique :** mesures précontractuelles prises à votre demande (art. 6.1.b RGPD) ; pour les autres échanges, intérêt légitime à répondre (art. 6.1.f). **Conservation :** jusqu'à la clôture de la demande et des précisions associées ; en cas de réservation, les critères du contrat s'appliquent. La communication est facultative, mais les informations nécessaires pour répondre sont indispensables.

Réservation et services demandés

Nous gérons la confirmation, l'hébergement, l'assistance et les services complémentaires. **Base juridique :** contrat et mesures précontractuelles (art. 6.1.b). Sans les données indispensables, nous ne pouvons pas confirmer la réservation ou fournir le service. **Conservation :** pendant la relation contractuelle ; ensuite, seules les données nécessaires aux obligations légales ou à la défense des droits sont conservées, pour les durées applicables.

Sécurité publique et obligations touristiques

L'identité des clients est communiquée à la police via Alloggiati Web, selon l'art. 109 de la législation italienne de sécurité publique (TULPS) et le décret ministériel du 7 janvier 2013, tel que modifié. **Base juridique :** obligation légale (art. 6.1.c). Le refus des données nécessaires empêche l'hébergement.

Les données numériques et listes papier utilisées uniquement pour cet envoi sont supprimées ou détruites après délivrance du reçu ; les reçus sont conservés **5 ans**. Les copies de documents obtenues uniquement pour cette communication sont également supprimées ou détruites après sa validation. Les obligations touristiques, statistiques et liées à la taxe de séjour suivent les exigences et durées prévues par les textes applicables.

Comptabilité et défense des droits

Les données administratives et fiscales sont traitées pour respecter une obligation légale (art. 6.1.c) et conservées normalement **10 ans**, ou davantage si la loi ou des contrôles l'imposent. En cas de litige, seules les données nécessaires sont conservées jusqu'à sa résolution et à l'expiration des délais applicables, sur la base de l'intérêt légitime à défendre nos droits (art. 6.1.f).

03 / CHOIX PERSONNELS ET SÉCURITÉ

Services facultatifs

Les consentements aux finalités supplémentaires sont distincts de la réservation. Vous pouvez les refuser ou les retirer sans perdre les services qui ne dépendent pas des données facultatives.

Besoins particuliers

Les données de santé, par exemple les allergies ou les besoins d'accessibilité, sont traitées uniquement si elles sont nécessaires au service demandé, avec un consentement explicite (art. 6.1.a et 9.2.a RGPD), sauf autre condition prévue par la loi. Leur communication est facultative ; sans elles, nous pourrions ne pas pouvoir satisfaire le besoin particulier. La conservation cesse lorsque le besoin disparaît, normalement à la fin du séjour, sauf nécessité de défense en justice admise par la loi.

Messages et séjours ultérieurs

L'éventuelle réception de messages et appels destinés au client est facultative et repose sur le consentement (art. 6.1.a) ; les données sont conservées jusqu'au départ.

Pour faciliter de futurs séjours, seules les données nécessaires peuvent être conservées avec un consentement distinct pendant au maximum **5 ans après le séjour**, ou jusqu'au retrait s'il intervient avant. Cette finalité ne justifie pas de conserver les copies de documents d'identité obtenues pour Alloggiati Web.

Communications promotionnelles

Les éventuelles offres et actualités sont envoyées uniquement avec un consentement spécifique (art. 6.1.a RGPD et art. 130 du Code italien de la protection des données). Les coordonnées sont conservées au maximum **5 ans à compter du consentement**, sauf retrait ou opposition antérieurs. Nous contacter, réserver ou lire cette notice ne vaut pas acceptation du marketing. Pour retirer votre consentement, contactez simplement le responsable.

Vidéosurveillance dans l'établissement

Dans les zones signalées, les images servent à protéger les personnes et les biens, sur la base de l'intérêt légitime à la sécurité (art. 6.1.f). La durée habituelle est de **24 heures**. En cas de fermeture ou de jours fériés, elle peut atteindre **7 jours** uniquement pour des besoins concrets, nécessaires et documentés, avec une justification renforcée au-delà de 72 heures. Une conservation supplémentaire est limitée aux demandes précises des autorités ou aux incidents documentés liés à la défense de droits.

L'accès est réservé aux personnes autorisées ; les images sont communiquées aux autorités dans les cas prévus par la loi. Les informations sur les zones filmées et l'exercice des droits sont disponibles auprès de l'établissement.

04 / SITE INTERNET ET COOKIES

Navigation et préférences

Google Maps et YouTube sont facultatifs et restent désactivés tant que vous ne choisissez pas de les activer. Vous pouvez utiliser le site et nous contacter sans les activer.

Données techniques et sécurité

Les systèmes du site traitent des données techniques pour afficher les pages, gérer les anomalies et prévenir les abus. La base est l'intérêt légitime au fonctionnement et à la sécurité (art. 6.1.f RGPD). La conservation est limitée au temps nécessaire aux vérifications techniques et de sécurité ; les données pertinentes à un incident sont conservées jusqu'à la fin des vérifications ou selon la loi. Le site n'intègre pas d'outils autonomes d'analyse d'audience ou de pixels publicitaires. Les polices sont hébergées sur le site.

Le cookie qui mémorise votre choix

ds_media_consent est un cookie technique interne au domaine du site, d'une durée de **180 jours**. Il contient la version, l'échéance et les choix séparés pour Maps et YouTube, sans finalité de profilage. Il est enregistré lorsque vous confirmez vos préférences, y compris un refus. Les cookies strictement nécessaires ne requièrent pas de consentement (art. 122 du Code italien de la protection des données).

Google Maps et YouTube

Le chargement suit votre consentement au service concerné (art. 6.1.a RGPD et art. 122 du Code italien). Google Ireland Limited reçoit des données techniques, dont l'adresse IP, et peut utiliser des cookies fonctionnels, statistiques et de personnalisation, y compris publicitaire. Ses finalités et durées figurent dans les Règles de confidentialité et les informations sur les cookies de Google.

Choisir et retirer le consentement

Ouvrez les **Préférences cookies** en bas de page ou à côté des contenus : vous pouvez tout refuser, activer les services séparément ou tout accepter. Fermer le panneau sans enregistrer conserve le choix existant ; sans choix, les services restent bloqués. Faire défiler la page ne vaut pas consentement.

Le choix concerne le navigateur utilisé. À l'expiration ou après suppression du cookie, les contenus sont de nouveau bloqués. Le retrait empêche les nouveaux chargements et retire les contenus intégrés actifs, sans affecter les traitements antérieurs licites. Il ne supprime pas les cookies déjà déposés par le fournisseur : utilisez les réglages du navigateur ou du service.

Liens vers des services externes

WhatsApp, réseaux sociaux, avis et autres liens ouvrent des services externes soumis à leurs propres notices. Ouvrir un lien externe est distinct du consentement aux contenus intégrés au site. L'email et le téléphone restent des moyens de contact alternatifs.

05 / DESTINATAIRES ET DROITS

La maîtrise de vos données

Pour toute information sur le traitement ou pour exercer vos droits, vous pouvez contacter directement le responsable.

Qui peut traiter les données

Les données sont traitées sur papier et par voie informatique par du personnel autorisé soumis à la confidentialité. Dans la mesure nécessaire, elles peuvent être accessibles aux fournisseurs d'hébergement, de messagerie et d'assistance informatique, aux conseillers administratifs, comptables et juridiques et aux autorités compétentes. Les prestataires agissant pour notre compte sont désignés sous-traitants selon l'art. 28 RGPD ; les autres agissent comme responsables autonomes. Les données ne sont pas rendues publiques. La liste actualisée des sous-traitants est disponible sur demande.

Transferts et protection

Les services informatiques et de communication peuvent impliquer des traitements hors de l'Espace économique européen, notamment aux États-Unis pour Google. Les garanties du chapitre V RGPD s'appliquent : décisions d'adéquation pertinentes ou clauses contractuelles types et mesures complémentaires si nécessaires. Google indique l'adhésion de Google LLC au cadre UE-États-Unis de protection des données et l'utilisation de clauses types selon les cas : informations sur les transferts.

Vous pouvez demander les destinataires, les pays concernés et une copie des garanties applicables. Des mesures proportionnées aux risques sont adoptées ; à l'échéance, les données sont supprimées ou anonymisées. Le responsable ne prend pas de décisions exclusivement automatisées ayant des effets juridiques ou similaires significatifs.

Accès, rectification et autres demandes

Dans les cas et limites des art. 15 à 22 RGPD, vous pouvez demander l'accès et une copie, la rectification, l'effacement, la limitation et la portabilité. Vous pouvez vous opposer aux traitements fondés sur l'intérêt légitime pour des raisons liées à votre situation ; l'opposition à la prospection directe est possible à tout moment. Vous pouvez retirer votre consentement sans affecter la licéité du traitement déjà effectué.

Exercer vos droits et introduire une réclamation

Écrivez à info@dolcesognocoredo.it ou à la PEC dolcesognocoredo@pec.it. La réponse est apportée sans retard injustifié, normalement sous **un mois**. Si nécessaire, une prolongation maximale de deux mois supplémentaires est annoncée et motivée dans le premier mois. L'exercice est en principe gratuit ; des informations proportionnées peuvent être demandées pour vérifier l'identité.

Vous pouvez saisir le Garante, autorité italienne de protection des données, Piazza Venezia 11, 00187 Rome, Italie, ou l'autorité compétente de votre résidence habituelle, de votre lieu de travail ou du lieu de la violation présumée. Le droit à un recours juridictionnel reste entier.

Références : Règlement (UE) 2016/679 ; décret législatif italien 196/2003, tel que modifié ; lignes directrices du Garante sur les cookies du 10 juin 2021.